



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Lundi 25 juin 2012
Numéro 119

Médiarama, www.alintiqad.com

Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

Nouvelle réalisation pour la révolution d'Égypte: Morsi président élu

An Nahar (Proche du 14-Mars)

La place Tahrir tourne la page de la révolution de 1952. L'islamiste Morsi premier président civil d'Égypte

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

Les «Ikhwans» gouvernent les Arabes

Al Joumhouria (Propriété d'Elias Murr)

L'élection de Morsi largement saluée

L'Orient-Le Jour (Proche du 14-Mars)

Avion turc abattu: Ankara en appelle à l'Otan

Al Watan (Quotidien syrien non-étatique)

Liquidation de dizaines de terroristes à Deir Ezzor, grosses pertes pour les gangs armés à Homs et sa compagne

Al Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens)

Morsi premier président civil en Égypte... sous la surveillance des militaires

Al Ahrām (Quotidien étatique égyptien)

Mohammad Morsi, premier président civil en Égypte

L'événement

Égypte: Morsi président... mais le bras de fer avec l'armée continue

Pour la première fois depuis l'instauration de la République, dans les années cinquante du siècle dernier, l'Égypte s'est doté d'un président élu démocratiquement qui, de surcroît, vient des rangs de la confrérie des Frères musulmans, un mouvement persécuté pendant des décennies, toléré mais «illégal», ces dernières années. Mohammad Morsi a été déclaré vainqueur avec 51,73% des suffrages (13230131 voix) contre 48,27% (12347380 voix) à son rival Ahmad Chafic, dernier Premier ministre de Hosni Moubarak.

La victoire de M. Morsi a été saluée, place Tahrir au Caire, par une explosion de joie. Des centaines de milliers de personnes étaient rassemblées depuis plusieurs jours dans ce haut lieu de la révolution égyptienne, en attendant les résultats dont l'annonce a été reportée de quatre jours. Plusieurs milliers de partisans de Morsi ont crié «Allah akbar», lancé des feux d'artifice et scandé «À bas le pouvoir militaire».

Sitôt les résultats annoncés, le maréchal Hussein Tantaoui, chef du Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui dirige le pays et gère la transition depuis le renversement de M. Moubarak, a adressé ses félicitations au nouveau président. Les États-Unis, l'Iran, les pays européens et de nombreux États de la région ont également adressé leurs félicitations au président élu.

Après l'annonce des résultats, les Frères musulmans ont annoncé que le sit-in place Tahrir se poursuivra pour protester contre la dissolution du Parlement et la publication par le Conseil militaire d'un décret constitutionnel complémentaire, octroyant aux militaires les pouvoirs législatifs. Ce qui signifie que le bras de fer entre les Frères et l'armée n'est pas prêt de se terminer, malgré la victoire indiscutable de Mohammad Morsi.

Dans son premier discours, le vainqueur des élections s'est posé en rassembleur. «Je serais le président de tous les Égyptiens, sans exception, qu'ils soient musulmans ou chrétiens», a-t-il assuré. Il a promis également de respecter les traités internationaux signés par son pays.

Le futur président sera confronté à de nombreux défis. D'abord, l'organisation de la relation avec l'armée qui contrôle des pans entiers de l'économie égyptienne et qui est au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle. Il est clair que l'institution militaire n'acceptera pas de s'effacer complètement du tableau et de céder la totalité du pouvoir non seulement aux civils mais surtout aux islamistes. Il y a aussi des défis d'ordre économique et social: 20 millions d'enfants errent dans les rues, l'analphabétisme, un fort taux de chômage, la prolifération des armes et l'explosion de l'insécurité, la réforme des services de sécurité...

Le futur président aura des comptes à rendre et fera face à une véritable opposition. Il devra composer avec elle et trouver une coalition pour pouvoir gouverner. Sur le plan des relations extérieures, M. Morsi a annoncé dans une interview à l'agence de presse iranienne Fars son intention de renforcer les relations avec l'Iran pour créer un «équilibre» stratégique dans la région. «Cela permettra de créer un équilibre de la pression dans la région. Et cela fait partie de mon programme», a-t-il dit.

As Safir

Nabil Haitham, journaliste libanais proche de la majorité

Le «pourrissement», telle est la description que donne Walid Joumblatt de la situation interne et de ses crises à répétition. «Ni la situation gouvernementale est saine, ni la vie quotidienne est facile, ni les développements sécuritaires sont rassurants. Quant à la situation politique générale, il vaut mieux ne pas en parler», déclare le chef du Parti socialiste progressiste (PSP). Abordant la crise de l'électricité, M. Joumblatt s'en prend violemment au Courant patriotique libre (CPL) et au ministre Gebran Bassil. Mais le CPL n'est pas le seul à subir les foudres du chef du PSP. M. Joumblatt est très gêné, ces temps-ci, par «les exagérations politiques» dirigées contre le gouvernement par le 14-Mars, notamment par celui qui «trône sur la colline», en allusion au chef des Forces libanaises Samir Geagea. Il n'épargne pas l'ancien Premier ministre Fouad Siniora, le «leader du catholicisme mondiale» (allusion au député Michel Pharaon) et «tous les génies du 14-Mars qui veulent faire tomber le gouvernement». «Comment vont-ils s'y prendre, et par quoi comptent-ils le remplacer», s'interroge-t-il. «Ils appellent au renversement du gouvernement et pourtant ils savent que cela n'est pas une chose facile», ajoute-t-il. Malgré tout ce qui se dit à ce sujet, M. Joumblatt exclut tout changement ministériel. Il prend la défense du Premier ministre Najib Mikati, qu'il qualifie d'«excellent».

Il n'y a rien de nouveau au sujet de la relation entre M. Joumblatt et les forces du 14-Mars. «Qui est leur chef aujourd'hui», s'interroge-t-il, avant de poursuivre: «Leur véritable leader est Samir Geagea».

Concernant le dialogue, le chef du PSP refuse de tourner en rond. «L'importance du dialogue, c'est qu'il doit être productif, dit-il. Il faut commencer par traiter les questions fondamentales, notamment la clause concernant les armes des Palestiniens en dehors des camps et les armes à l'intérieur des villes. Il faut mettre un terme aux armes incontrôlées, car cette situation est insupportable».

Il n'y a pas de place aux élections législatives dans l'agenda de Walid Joumblatt en ce moment. «Il y des choses plus importantes, explique-t-il. Il faut nous rassembler, réduire les crispations et le plus important... donnez-nous de l'électricité». «Et puis avec les tensions actuelles, je ne veux pas dire que les élections auront ou n'auront pas lieu. Il est trop tôt d'en parler dans une telle ambiance», conclut-il.

An Nahar

Le ministre de l'Intérieur, Marwan Charbel, a indiqué que «le ministère lancera dans les prochains jours un plan de sécurité d'un mois, en coordination avec tous les ministères concernés, au cours duquel les Forces de sécurité intérieure (FSI) érigeront des barrages fixes et volants et effectueront des patrouilles».

Ce plan englobera toutes les régions chaudes, notamment Beyrouth et sa banlieue sud. «Il n'existe aucune région qui ne nous soit accessible au niveau sécuritaire, les jours prochains le prouveront», a ajouté le ministre. Interrogé sur les raisons qui dictent la mise en œuvre d'un tel plan de sécurité, M. Charbel a répondu: «Nous sommes aux portes du mois de Ramadan, durant lequel de nombreux expatriés libanais et des touristes arabes visitent le pays. Nous devons les rassurer et procurer à tous les citoyens la stabilité».

Le ministre a souligné qu'il rencontrera lundi à ce sujet les chefs des différents services de sécurité et de l'armée pour coordonner la mise en place de ce plan.

ILS ONT DIT...

Michel Aoun, chef du Courant patriotique libre

«**Les parties les plus fortes au Liban** veulent la stabilité alors que les plus faibles essaient de porter des coups en ayant recours à tous les instruments confessionnels et sectaires. Ils accusent le Hezbollah de détenir le pouvoir de guerre et de paix en feignant d'ignorer que ce sont les États-Unis qui le détiennent. Le gouvernement ferme les yeux sur la prolifération des groupes terroristes et des armes au Liban-Nord. Le Liban a adopté la neutralité à l'égard des problèmes et du conflit en Syrie, mais il semble qu'il veut aussi être neutre vis-à-vis du conflit qui le guette. Le pseudo-printemps arabe est en fait un enfer, un pas en arrière et non en avant, en raison des problèmes confessionnels qui se posent. Je suis venu à Zahlé pour mettre en garde contre certains dangers imminents. Ce qui se passe en Syrie se rapproche de nous.»

Nawaf Moussaoui, député du Hezbollah

«**L'heure n'est pas au changement** du gouvernement mais à la dynamisation de son action. Nous sommes en faveur de l'édification d'un État juste et fort, capable d'assumer la responsabilité de la défense nationale. Il n'est pas permis de demander à une Résistance qui a réussi à libérer la plupart du territoire occupé et à défendre le Liban contre l'occupant de renoncer à son rôle, d'autant que l'État n'est pas en mesure de l'assumer. De quel État parlons-nous d'ailleurs? De l'État incapable d'assurer le courant électrique à ses citoyens ou de celui qui n'a pas pu mettre la magistrature à l'abri d'une corruption que tout le monde dénonce.»

Nouveau plan de sécurité pour un mois au Liban

Le ministre de l'Intérieur, Marwan Charbel, a indiqué, dans un entretien à An Nahar, que «le ministère lancera dans les prochains jours un plan de sécurité d'un mois, en coordination avec tous les ministères concernés, au cours duquel les Forces de sécurité intérieure (FSI) érigeront des barrages fixes et volants et effectueront des patrouilles». Ce plan englobera toutes les régions chaudes, notamment Beyrouth et sa banlieue sud. «Il n'existe aucune région qui ne nous soit accessible au niveau sécuritaire, les jours prochains le prouveront», a ajouté le ministre. Interrogé sur les raisons qui dictent la mise en œuvre d'un tel plan de sécurité, M. Charbel a répondu: «Nous sommes aux portes du mois de Ramadan, durant lequel de nombreux expatriés libanais et des touristes arabes visitent le pays. Nous devons les rassurer et procurer à tous les citoyens la stabilité».

Davutoglu appelle Mikati

Le Premier ministre Najib Mikati a reçu un appel téléphonique du ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, qui l'a informé des circonstances dans lesquelles l'avion militaire turc a été abattu par la DCA syrienne. M. Mikati a indiqué que seul le dialogue est susceptible de «contribuer à régler les différends» entre les deux pays. Il a souligné que «la conjoncture présente dans la région impose de faire preuve de sagesse et de retenue afin de trouver des solutions aux problèmes en suspens.»

Agence France presse

Les quotidiens israéliens s'inquiétaient unanimement lundi de la nouvelle donne dans la région après la victoire de Mohamed Morsi, candidat des Frères musulmans, à l'élection présidentielle en Egypte.

«Ténèbres en Egypte», titre le Yédiot Aharonot, principal quotidien populaire, en allusion à l'une des dix plaies rapportées dans la Bible. «Israël s'inquiète de l'arrivée au pouvoir de l'islam extrémiste en Egypte», même si M. Morsi a d'emblée promis de respecter les engagements internationaux de l'Egypte, relève le journal.

«Dangereuse victoire», insiste l'éditorialiste Semadar Perry en rappelant que M. Morsi a jadis dirigé un comité préconisant «la guerre contre l'entreprise sioniste» et que le Hamas palestinien fait partie de la mouvance des Frères musulmans.

«Israël doit se repositionner et être prêt à toutes les éventualités», met en garde son confrère Alex Fishman, spécialiste des questions militaires, évoquant une possible remise en cause des accords de paix et des engagements économiques.

«La crainte est devenue réalité: les Frères musulmans sont au pouvoir en Egypte», titre le quotidien Maariv (centre-droit) en assurant: «Le traité de paix est mis en doute».

Pragmatique, Yaacov Katz, expert des affaires militaires du Jerusalem Post en anglais (droite), estime pour sa part que «rien ne va changer à court terme dans les relations avec l'Egypte, car Morsi est confronté à des défis autrement plus pressants qu'une guerre avec l'Etat juif».

Mais l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans «aura une influence sur la menace terroriste croissante dans le Sinai, et il s'agit de savoir si Morsi va prendre ou non des mesures pour modifier cette situation», ajoute-t-il.

Le journal Haaretz (gauche) consacre lui aussi sa première page à «l'inquiétude» que suscite en Israël le président islamiste en Egypte.

Cependant, Haaretz cite un responsable israélien selon lequel le gouvernement de Benjamin Netanyahu «espère en privé» que M. Morsi va estimer «qu'il est primordial pour l'Egypte de rétablir son économie défailante, plutôt que de revenir sur ses liens bilatéraux».

Al Quds al-Arabi

La Turquie convoque mardi une réunion d'urgence de l'Otan au niveau d'ambassadeurs pour évoquer la situation autour de l'avion turc abattu le 22 juin par la DCA syrienne.

Ankara a réclamé une réunion dans le cadre de l'article 4 du traité fondateur de l'Alliance, qui permet des consultations chaque fois que l'intégrité territoriale, l'indépendance politique ou la sécurité de l'une des parties est menacée. L'Otan a déjà confirmé que la réunion se tiendrait mardi. «Nous prévoyons que la Turquie présentera un rapport sur ce récent incident», a déclaré la porte-parole de l'Otan.

L'Alliance atlantique a à plusieurs reprises exclu toute ingérence militaire en Syrie.

La Turquie joue un rôle de premier plan dans l'entraînement, le financement et le recrutement des insurgés syriens. Des camps d'entraînement sont supervisés par des instructeurs militaires turcs et les services de renseignements d'Ankara fournissent un soutien aux rebelles. Le quotidien américain *New York Times* avait écrit, jeudi 21 juin, que des responsables de la CIA travaillent secrètement dans le sud de la Turquie pour aider les alliés de Washington à déterminer quels combattants de l'opposition syrienne recevront des armes pour combattre le régime de Bachar al-Assad. Cet armement est financé par la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar.

Selon des sources bien informées, l'aviation turque et les satellites de l'Otan sont impliqués depuis des mois à une intense activité pour transmettre des informations aux rebelles sur les mouvements de l'armée syrienne, ses effectifs engagés sur le champ de bataille et ses points de ralliement et de déploiement.

En abattant l'appareil turc, la Syrie a voulu transmettre des messages dans plusieurs directions: d'abord, qu'elle est au courant du rôle joué par la Turquie; qu'elle n'hésitera pas à défendre sa souveraineté; et qu'elle dispose des armes, du savoir-faire et de la volonté nécessaires pour cela. Selon des informations sûres, le F4 a été abattu quelques secondes seulement après avoir pénétré dans l'espace aérien syrien. Il a été touché non pas par un missile mais par des tirs d'une batterie de DCA, reliée à un dispositif de radar.